

DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE

déposée le : **15 avril 2024, complétée, le 11 et le 25 février et le 12 mars 2025**

affichée le : **22 avril 2024**

par : **ETABLISSEMENT PUBLIC DE SANTE MENTALE 74**

représenté par : **Monsieur Clément CAILLAUD**

demeurant : **530, rue de la Patience
74800 LA ROCHE SUR FORON**

pour : **Réaménagement intérieur des locaux du centre Médico-Psychologique Infanto-juvénile et du Centre d'Accueil Thérapeutique à Temps Partiel Infanto-juvénile dans le volume existant du Centre Pédopsychiatrique - Modification de l'accès au niveau 1 - Mise en accessibilité - Isolation thermique, changement des menuiseries extérieures - Traitement acoustique - Reprise des équipements techniques et remplacement du système SSI**

terrain sis : **43, chemin des Carrés
74100 VETRAZ-MONTHOUX**

réf. cadastrales : **Section D n° 3344**

dossier n° : **PC 074 298 24 V 0013**

Surface de plancher créée : **131,00 m²**

Destination : **Service public ou d'intérêt collectif**

LE MAIRE,

Vu l'arrêté n° 2022-010, en date du 28 février 2022 portant délégation de fonctions et de signature à Madame Pascale PELLIER, 3^{ème} adjoint,

Vu la demande de PERMIS DE CONSTRUIRE susvisée,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L.421-1, L.421-6, L.422-1, L.422-4, L.423-1, L.424-1, L.424-7, L.425-11, R.423-59 à R.423-64,

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Vétraz-Monthoux, approuvé le 07 décembre 2015, ayant fait l'objet d'une modification simplifiée en date du 14 mai 2019 et d'une modification en date du 29 novembre 2021, d'une mise en compatibilité en date du 04 août 2022 et d'une modification n° 2 en date du 15 juillet 2024,

Vu l'avis de la Communauté d'Agglomération Annemassienne dite Annemasse Agglomération (A.A.) n° 197/24, en date du 21 juin 2024, relatif aux branchements d'eau et d'assainissement,

Vu l'avis favorable de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, relatif aux règles de sécurité, en date du 22 mai 2024,

Vu l'avis favorable de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, relatif à l'accessibilité des bâtiments aux personnes handicapées, en date du 13 mai 2025,

ARRETE

Le PERMIS DE CONSTRUIRE est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée sous réserve des prescriptions énoncées ci-après :

Article 1- Au titre de la participation à la réalisation des équipements propres à l'opération (article L.332-15 du Code de l'Urbanisme), le bénéficiaire de la présente autorisation devra exécuter les travaux de raccordement à la voie publique et de branchement aux réseaux publics. Pour chaque type de réseau, le service gestionnaire concerné précisera les modalités techniques et financières de cette participation ;

Article 2- Au titre du raccordement de l'opération au réseau public d'eau et d'assainissement, les prescriptions formulées dans l'avis d'Annemasse Agglomération, seront intégralement respectées ;

Article 3- Les prescriptions formulées dans les avis de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité seront intégralement respectées ;

Article 4- L'attestation de non contestation à la conformité ne sera délivrée qu'après réalisation des prescriptions susmentionnées (article R. 462-6 du Code de l'Urbanisme).

La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues aux articles L. 2131-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales. Elle est exécutoire à compter de sa réception.

Le 13 juin 2025
Pour le Maire, Patrick ANTOINE
L'adjoint délégué, Pascale PELLIER



INFORMATION TAXE : Ce projet est soumis au paiement de la taxe d'aménagement (TA) prévue aux articles L. 331-1 et suivants du code de l'urbanisme. L'information du montant exigible vous sera adressée dans un délai de six mois.

INFORMATION R.A.P. : Ce projet est soumis au paiement de la redevance d'archéologie préventive (RAP) prévue aux articles L.524-2 et suivants du code du patrimoine. L'information du montant exigible vous sera adressée dans un délai de six mois.

NOTA BENE : L'attention du maître d'ouvrage est attirée sur le fait que toutes les prescriptions de cet arrêté doivent être respectées. Dans le cas contraire, des poursuites pénales pourraient être engagées.

NOTA BENE : L'attention du maître d'ouvrage est attirée sur le fait que toute modification du projet (aspect extérieur, affectation des locaux etc.) doit faire l'objet, au préalable, d'une demande de permis de construire modificatif à déposer à la mairie.

- INFORMATION - À LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATION - À LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATION - À LIRE ATTENTIVEMENT -

-DROITS DES TIERS : Le présent permis est délivré sans préjudice du droit des tiers (obligations contractuelles, servitudes de droit privé, ...).

-VALIDITÉ : Conformément à l'article R. 424-17 du Code de l'Urbanisme, le permis de construire est périmé si les constructions ne sont pas entreprises dans le délai de trois ans à compter de sa délivrance ou si les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. Le permis peut être prorogé deux fois, pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire, deux mois au moins avant l'expiration du délai de sa validité.

-AFFICHAGE : Mention du permis doit être affichée sur le terrain par le bénéficiaire dès sa notification et pendant toute la durée du chantier, et au moins pendant deux mois. Il est également affiché en Mairie pendant deux mois.

-DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS : Le bénéficiaire d'un permis qui désire contester la décision peut saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision attaquée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de quatre mois vaut rejet implicite). Il est également possible de saisir la juridiction administrative par le biais du portail « télérecours citoyens », accessible au public à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

-ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES : Elle doit être souscrite par le pétitionnaire dès le début des travaux. À défaut, Il encourt des sanctions pénales sauf s'il construit pour lui-même ou sa proche famille.